

Direction des relations avec les  
Collectivités locales et de l'environnement  
Bureau de l'environnement

PREFECTURE DU GARD

Affaire suivie par : Mme Piers  
Tél : 04 66 36 43 06 – Télécopie : 04 66 36 40 64  
Référence 08.156N

Nîmes, le 17 décembre 2008

### ARRETE PREFECTORAL N° 2008-352-10

Portant prescription d'un plan de prévention des risques technologiques autour de  
l'établissement **SYNGENTA SAS PRODUCTION FRANCE** sur le territoire de la  
commune d'Aigues-Vives

LE PREFET DU GARD,  
Chevalier de la Légion d'Honneur,

- Vu l'ordonnance n°2000-914 du 18 septembre 2000 ;
- Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L. 515.15 à L.515.25 ; R. 511-9, R. 511-10, R. 515-39, R. 515-40
- Vu le code de l'urbanisme, notamment ses articles L.211-1, L.230-1 et L.300-2 ;
- Vu le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, notamment ses articles L.15-6 à L.15-8 ;
- Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
- Vu l'arrêté ministériel du 10 mai 2000 modifié relatif à la prévention des accidents majeurs impliquant des substances ou des préparations dangereuses présentes dans certaines catégories d'installations classées soumises à autorisation ;
- Vu l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation ;
- Vu l'arrêté préfectoral n° 03.179N du 28 novembre 2003 autorisant l'extension des installations de la société Syngenta Production France SAS à Aigues-Vives ;
- Vu l'arrêté préfectoral n°2005-270-4 portant création d'un Comité local d'information et de concertation autour du site industriel constitué par la société Syngenta Production France SAS sur les communes d'Aigues Vives, Mus et Gallargues le Montueux ;
- Vu l'arrêté préfectoral n°2005-347-2 modifiant l'arrêté préfectoral n°2005-270-4 portant création d'un Comité local d'information et de concertation autour du site industriel constitué par la société Syngenta Production France SAS sur les communes d'Aigues Vives, Mus et Gallargues le Montueux ;

- Vu l'arrêté préfectoral n° 07.044N du 27 avril 2007 modifiant et actualisant les prescriptions qui réglementent l'exploitation de l'usine de formulation, conditionnement et stockage de produits agropharmaceutiques exploitée par la société Syngenta Production France SAS sur le territoire de la commune d'Aigues-Vives ;
- Vu l'arrêté préfectoral n° 08.016N du 6 février 2008 complémentaire à l'arrêté préfectoral n°07.044N du 27 avril 2007 modifiant et actualisant les prescriptions qui réglementent l'exploitation de l'usine de formulation, conditionnement et stockage de produits agropharmaceutiques exploitée par la société Syngenta Production France SAS sur le territoire de la commune d'Aigues-Vives
- Vu la circulaire interministérielle du 27 juillet 2005 relatif au rôle des services de l'équipement dans les domaines de la prévention des risques technologiques et naturel ;
- Vu la circulaire du 29 septembre 2005 modifiée relative aux critères d'appréciation de la démarche de maîtrise des risques d'accidents susceptibles de survenir dans les établissements dits «SEVESO», visés par l'arrêté du 10 mai 2000 modifié ;
- Vu la circulaire ministérielle du 3 octobre 2005 relative à la mise en œuvre des plans de prévention des risques technologiques, et notamment son annexe 2 définissant les critères d'exclusion de certains phénomènes dangereux du PPRT ;
- Vu l'avis du conseil municipal de la commune d'Aigues Vives en date du 16 septembre 2008 relatif aux objectifs poursuivis et aux modalités de la concertation autour du projet ;
- Vu l'avis du conseil municipal de la commune de Mus en date du 28 octobre 2008 relatif aux objectifs poursuivis et aux modalités de la concertation autour du projet ;
- Vu l'avis du conseil municipal de la commune de Gallargues-le-Montueux en date du 8 octobre 2008 relatif aux objectifs poursuivis et aux modalités de la concertation autour du projet ;
- Vu l'étude de dangers de la société Syngenta Production France SAS en date de Novembre 2006 et les compléments du 7 juin 2007 et 27 février 2008,
- Vu le rapport de l'inspection des installations classées en date du 13 mars 2008, proposant de prescrire un plan de prévention des risques technologiques (PPRT) autour des installations exploitées par l'établissement Syngenta Production France SAS sur le territoire de la commune d'Aigues-Vives et proposant une liste des phénomènes dangereux à retenir pour ce PPRT ;

**ATTENDU** qu'une partie des communes d'Aigues Vives, Gallargues-le-Montueux et Mus est susceptible d'être soumise aux effets de plusieurs phénomènes dangereux, générés par l'établissement Syngenta Production France SAS classé AS au sens des articles R. 511-9 et R. 511-10 du Code de l'environnement, générant des risques de type toxique, thermique et surpression et n'ayant pu être écartés pour la maîtrise de l'urbanisation selon les critères en vigueur définis au niveau national ;

**ATTENDU** le recouvrement des zones d'effets générées par l'établissement ;

**CONSIDERANT** que les installations exploitées par l'établissement Syngenta Production France SAS sur le territoire de la commune d'Aigues-Vives appartiennent à la liste prévue au IV de l'article L. 515-8 du code de l'environnement ;

**CONSIDERANT** la liste des phénomènes dangereux issus de l'étude de dangers de l'établissement Syngenta Production France SAS, qui est implanté sur le territoire de la commune d'Aigues Vives et la nécessité de limiter l'exposition des populations aux effets de ces phénomènes dangereux ;

**SUR PROPOSITION** de madame la Secrétaire Générale de la préfecture du Gard ;

## **ARRÊTE**

### **ARTICLE 1<sup>ER</sup> : PERIMETRE D'ETUDE**

L'élaboration d'un plan de prévention des risques technologiques est prescrite sur les territoires des communes d'Aigues Vives, Mus et Gallargues le Montueux.  
Le périmètre d'étude du plan est délimité par la carte figurant en annexe du présent arrêté.

### **ARTICLE 2 : NATURE DES RISQUES PRIS EN COMPTE**

Les risques pris en compte sont ceux générés par les effets toxiques, thermiques, de surpression en cas d'accident susceptible de survenir sur les installations exploitées par l'établissement Syngenta Production France SAS sur le territoire de la commune d'Aigues Vives

### **ARTICLE 3 : SERVICES INSTRUCTEURS**

La Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement Languedoc Roussillon (DRIRE LR) et la Direction Départementale de l'Equipement (DDE) du Gard sont chargées, sous l'autorité du préfet du Gard conjointement et chacune pour ce qui la concerne spécifiquement, de l'élaboration du plan de prévention des risques technologiques prévu à l'article 1.

### **ARTICLE 4 : PERSONNES ET ORGANISMES ASSOCIES**

En plus des services de l'Etat, les personnes et organismes associés à l'élaboration du plan de prévention des risques technologiques sont :

- les représentants de la société Syngenta Production France SAS
- les maires des communes d'Aigues Vives, Mus et Gallargues le Montueux ou leur représentant, pouvant être accompagné par une personne des services techniques de la ville ;
- le président de la Communauté des communes Rhony – Vistre - Vidourle ou son représentant ;
- Le Comité Local d'Information et de Concertation créé autour du site de la société SYNGENTA Production France SAS, représenté par le membre désigné en séance du 6 décembre 2006, à savoir Monsieur Bonfils ;
- le président du Conseil Général du Gard ou son représentant ;
- le président du Conseil Régional de la région Languedoc Roussillon ou son représentant ;
- le président du syndicat mixte d'élaboration du SCOT Gard Sud

Les réunions de ces personnes et organismes associés sont présidées par le préfet du Gard ou son représentant.

Une première réunion d'association, à laquelle participent les personnes et organismes visés ci dessus, est organisée après prescription du PPRT. Le cas échéant, d'autres réunions peuvent être organisées soit à l'initiative de la DRIRE en concertation avec la DDE du Gard, soit à la demande des personnes et organismes associés.

Ces réunions d'association, convoquées au moins 15 jours avant la date prévue, porteront notamment sur :

- les études techniques du PPRT;
- les différentes propositions d'orientation du plan établies avant enquête publique;
- les principes sur lesquels se fondent l'élaboration du projet de plan de zonage réglementaire et de règlement ;

Le secrétariat technique des réunions est assuré par la DRIRE LR.

Les rapports des réunions d'association sont adressés sous quinzaine pour observation, aux personnes et organismes visés au présent article. Ne peuvent être prises en considération que les observations faites par écrit au plus tard dans les 30 jours suivant la réception du rapport.

Le projet de plan, avant enquête publique, est soumis aux personnes et organismes associés. A défaut de réponse dans un délai de 2 mois à compter de la saisine, leur avis est réputé favorable.

#### **ARTICLE 5 : Modalités de concertation**

La concertation avec les habitants, les associations locales et les autres personnes intéressées sera organisée pendant toute la durée d'élaboration du PPRT, selon les modalités suivantes :

- les documents d'élaboration du projet de PPRT (arrêté préfectoral de prescription, comptes rendus des réunions d'association, projet de règlement) sont tenus à la disposition du public en mairies d'Aigues Vives, Mus et Gallargues le Montueux pendant les jours et heures habituels d'ouverture au public ;
- les observations du public sont recueillies sur un registre prévu à cet effet en mairies d'Aigues Vives, Mus et Gallargues le Montueux pendant les jours et heures habituels d'ouverture au public ;
- ces documents sont également accessibles sur le site internet de la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement Languedoc Roussillon :  
<http://www.languedoc-roussillon.drire.gouv.fr>.
- ces documents peuvent être demandés par courrier classique à la DRIRE Languedoc Roussillon  
3, place Paul Bec  
Division Environnement et Sous-Sol  
Pôle Risques Industriels  
CS 29537  
34961 MONTPELLIER Cedex 2
- ces documents peuvent être demandés par courrier électronique adressé à :  
[dessect.drire-lr@industrie.gouv.fr](mailto:dessect.drire-lr@industrie.gouv.fr)
- le cas échéant, une ou plusieurs réunions publiques d'information pourront être organisées et présidées par le préfet du Gard ou son représentant. Le secrétariat technique des réunions est assuré par la DRIRE Languedoc Roussillon.

Le bilan de la concertation sera communiqué aux personnes et organismes associés, et rendu public. Il pourra être consulté en mairies d'Aigues Vives, Mus et Gallargues le Montueux pendant les jours et heures habituels d'ouverture au public.

Il sera également accessible sur le site internet de la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement Languedoc Roussillon :  
<http://www.languedoc-roussillon.drire.gouv.fr>.

#### **ARTICLE 6 : MESURES DE PUBLICITE.**

Un exemplaire du présent arrêté est notifié aux personnes et organismes associés.

Il sera affiché pendant un mois dans les mairies des communes d'Aigues Vives, Mus et Gallargues le Montueux.

Mention de cet affichage sera insérée, par les soins du préfet, dans deux journaux locaux.

#### **ARTICLE 7 : COPIES**

Le Préfet du Gard, le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement de la région Languedoc-Roussillon, et le Directeur Départemental de l'Équipement du Gard, les maires des communes d'Aigues Vives, Mus et Gallargues le Montueux sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont un avis sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Gard.

Pour le Préfet,  
la secrétaire générale  
Le préfet,

  
**Martine LAQUIEZE**

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au tribunal administratif de Nîmes conformément aux dispositions de l'article 514-6 du Code de l'Environnement (annexe 1).

## Article L514-6 du code l'environnement

*(Loi n° 2002-276 du 27 février 2002 art. 148 Journal Officiel du 28 février 2002)*

*(Loi n° 2003-591 du 2 juillet 2003 art. 31 III 15° Journal Officiel du 3 juillet 2003)*

*(Loi n° 2003-591 du 2 juillet 2003 art. 31 III 15° Journal Officiel du 3 juillet 2003)*

*(Loi n° 2006-11 du 5 janvier 2006 art. 15 Journal Officiel du 6 janvier 2006)*

*(Ordonnance n° 2005-1527 du 8 décembre 2005 art. 34 III Journal Officiel du 9 décembre 2005 en vigueur le 1er juillet 2007)*

*(Loi n° 2006-11 du 5 janvier 2006 art. 15 Journal Officiel du 6 janvier 2006)*

I. - Les décisions prises en application des articles L. 512-1, L. 512-3, L. 512-7, L. 512-8, L. 512-12, L. 512-13, L. 513-1 à L. 514-2, L. 514-4, L. 515-13 I et L. 516-1 sont soumises à un contentieux de pleine juridiction. Elles peuvent être déférées à la juridiction administrative :

1° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où lesdits actes leur ont été notifiés ;

2° Par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L. 511-1, dans un délai de quatre ans à compter de la publication ou de l'affichage desdits actes, ce délai étant, le cas échéant, prolongé jusqu'à la fin d'une période de deux années suivant la mise en activité de l'installation.

II. - Les dispositions du 2° du I ne sont pas applicables aux décisions concernant les autorisations d'exploitation de carrières pour lesquelles le délai de recours est fixé à six mois à compter de l'achèvement des formalités de publicité de la déclaration de début d'exploitation transmise par l'exploitant au préfet.

Elles ne sont pas non plus applicables aux décisions concernant les autorisations d'exploitation d'installations classées d'élevage, liées à l'élevage ou concourant à l'exécution de services publics locaux ou de services d'intérêt général pour lesquelles le délai de recours est fixé à un an à compter de l'achèvement des formalités de publicité de la déclaration de début d'exploitation transmise par l'exploitant au préfet.

III. - Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

IV. - Le permis de construire et l'acte de vente, à des tiers, de biens fonciers et immobiliers doivent, le cas échéant, mentionner explicitement les servitudes afférentes instituées en application de l'article L. 111-1-5 du code de l'urbanisme.



